

Année universitaire 2020
2021

Economie – travaux dirigés

Tronc commun 3



POLYTECH'
GRENOBLE

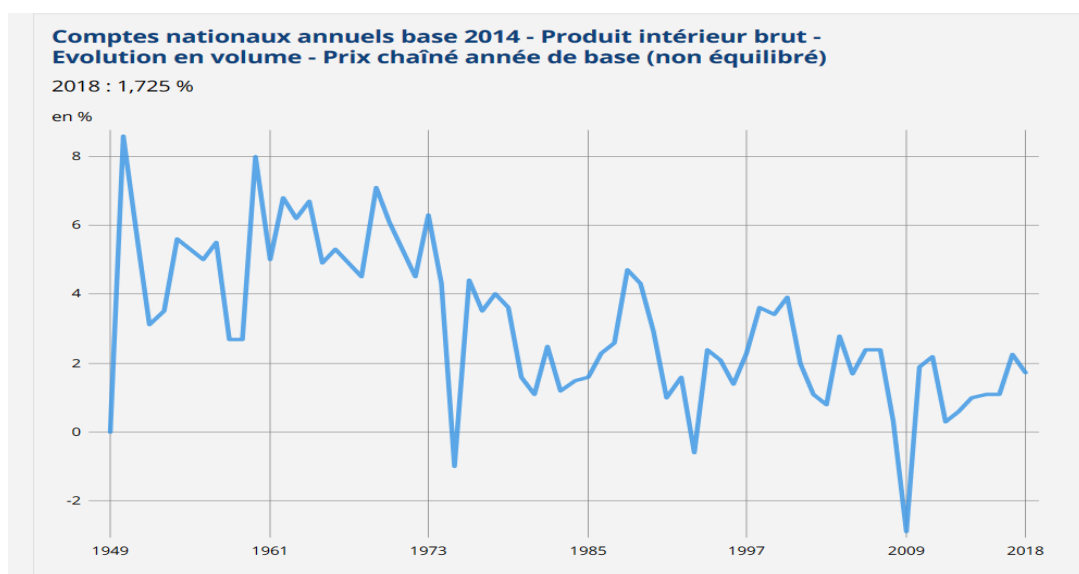
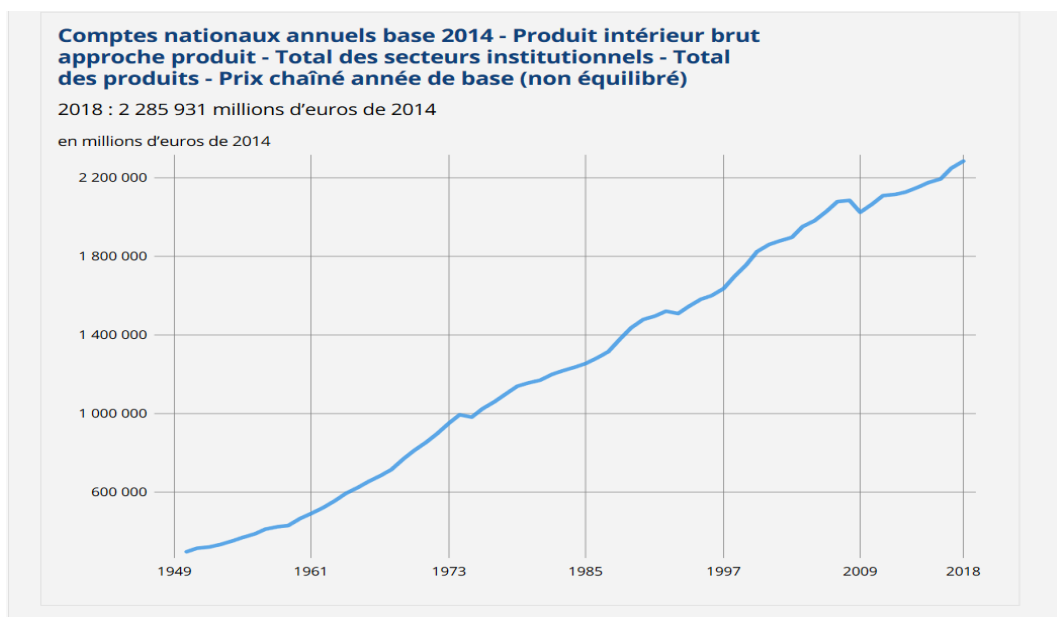
Séance 1 : qu'est-ce que la croissance économique ?

- I. Comment mesure-t-on la croissance économique ? Rédigez une note de synthèse à partir des sources ci-dessous :**

<https://www.insee.fr/fr/information/2549709>

II. L'évolution de long terme :

- a. A l'aide des deux graphiques ci-dessous, commentez l'évolution du PIB en France depuis 1950, ainsi que l'évolution du taux de croissance.
- b. Retrouvez sur le deuxième graphique des cycles économiques tels qu'évoqués dans l'article « L'économie est-elle cyclique ? ». Quels sont les facteurs explicatifs de ces cycles ?



L'économie est-elle cyclique ?

Jacques Adda

Alternatives Economiques Hors-Série n°97 – Avril 2013

Kondratiev, Kitchin, Juglar... plusieurs économistes ont mis en évidence des variations cycliques de l'économie depuis la fin du XVIIIème siècle.

L'existence de cycles de longue durée, alternant des périodes d'expansion de l'activité (phases A) et des époques dépressives (phases B) d'une durée de vingt-cinq ans en moyenne, a été mise en évidence en 1926 par Nikolai Kondratiev. Les périodes qui s'étendent de 1792 à 1815, de 1850 à 1873 et de 1896 à 1914 se caractérisent ainsi par des taux de croissance de la production nettement plus élevés que ceux observés pendant les phases intermédiaires. De même, la période des Trente Glorieuses (1948-1973) a été suivie d'une phase de croissance lente qui semble s'être achevée, à l'échelle mondiale, au début des années 1990. Une nouvelle phase A serait alors ouverte, qui correspond à l'accélération de la mondialisation et à l'essor des technologies de l'information. Elle aurait pris fin avec la grande crise de 2008.

Des séquences d'innovations

Pour Joseph Schumpeter, les ondes longues d'expansion repérées empiriquement trouvent leur origine dans l'apparition et la diffusion d'un ensemble d'innovations majeures qui donnent sa configuration à l'ensemble du système productif : la machine à vapeur et l'industrie du coton lors du premier cycle de Kondratiev ; le chemin de fer et la sidérurgie lors du second ; le moteur à explosion, l'électricité et la chimie pour le troisième ; l'automobile, la pétrochimie et l'électronique pour le quatrième.

Ces séquences se distinguent des cycles conjoncturels dont la périodicité est plus courte (quatre ans pour les cycles de Kitchin, sept à dix ans pour les cycles de Juglar), dont l'interprétation se rattache plus aisément aux enseignements de la macroéconomie keynésienne. Celle-ci met l'accent, selon les cas, sur les butoirs que constituent, pour l'activité, le niveau des capacités de production et les ressources disponibles en capital, travail et produits de base. L'ajustement des prix à la hausse sur le marché des biens, du travail et des capitaux sanctionne les déséquilibres accumulés et fait basculer l'économie dans la récession. La reprise spontanée de l'activité est alors conditionnée par la reconstitution des marges de profit, que la compression de la masse salariale et les gains de productivité rendent possibles.

III. D'après l'article ci-dessous, quels sont les problèmes posés par la mesure de la croissance économique au moyen du PIB ?

Faire bonne mesure

Dominique Méda

Alternatives Economiques Hors-Série n°97 – Avril 2013

La montée des inégalités et la crise écologique rendent urgente la mise en œuvre d'indicateurs alternatifs au produit intérieur brut. Reste à déterminer lesquels.

Le produit intérieur brut (PIB) est l'indicateur dominant du débat économique. Aux yeux de beaucoup, il témoigne de la bonne ou de la mauvaise santé d'une économie et, plus largement, d'une société. Son hégémonie traduit une obsession quantitative pour la production : elle suggère que ce qui constitue l'objectif prioritaire de la vie sociale, c'est de maximiser la quantité de biens et de services échangés dans l'année. Cette idée repose pourtant sur une conception très discutable de la richesse : on pourrait aussi bien considérer qu'une société est riche lorsqu'elle dispose d'un important patrimoine naturel. Ou si les individus qui la composent sont bien éduqués, aptes à la paix et à la justice... En se focalisant sur le volume de biens et de services produits, on a écarté ce type de considérations pour privilégier une conception de la richesse à la fois très restrictive et peu adaptée aux défis de notre temps.

Les limites du PIB

La principale critique que l'on peut faire au PIB, c'est qu'il met l'accent sur les quantités et pas sur les qualités. L'économiste Jean Gadrey¹ note, par exemple, qu'un kilo de fraises qui ont parcouru des milliers de kilomètres par avion, qui contiennent des pesticides et qui ont été cultivées dans des conditions de travail indignes vaut la même chose, dans notre PIB, qu'un kilo de fraises parfaitement traitées, très goûteuses, sans pesticides, issues de l'agriculture biologique et récoltées dans des conditions de travail dignes. Du fait de cette indifférence à la qualité des biens et des services, le PIB est incapable de rendre compte des gains et des pertes de durabilité ou de soutenabilité environnementale.

Seconde limite : il ne s'intéresse qu'à un périmètre très restreint des activités, des échanges et des situations considérées comme des sources de richesse. Et il en ignore d'autres, pourtant très importantes pour la société et sa pérennité. Notamment les activités réalisées au sein du foyer, le travail domestique, qui englobe à la fois les tâches ménagères et toutes les activités en lien avec les proches. Mais aussi le bénévolat ou les activités politiques et citoyennes, pourtant vitales dans une démocratie.

¹ *Adieu à la croissance. Bien vivre dans un monde solidaire*, par Jean Gadrey, Les petits matins, 2010.

Troisième limite : le PIB est indifférent aux inégalités. Que l'essentiel de la production soit réalisé par une petite ou une grande partie de la population active ne l'affecte pas. Et que cette production soit consommée par une grande ou une petite partie de la population ne modifie pas fondamentalement son résultat.

Quatrième limite : le PIB ne connaît que des « plus ». Sa comptabilité ne fait jamais apparaître l'état du « fond » sur lequel on prélève des ressources nécessaires à la production. Que le patrimoine naturel soit abîmé par les opérations de production n'entre pas en ligne de compte. Qu'en produisant les biens et les services, on dégrade la santé des salariés, cela ne « compte » pas non plus. Au total, sa comptabilité est aveugle à tous ces « moins ». Elle compte même des « plus » illusoire comme les dépenses consacrées à la réparation des dégâts de la croissance. Si les marées noires deviennent plus fréquentes, on doit consacrer des dépenses pour réparer les dégâts, ce qui fait augmenter le PIB. Pourtant, ce n'est pas du « bon PIB ».

Trois grands problèmes

Ces critiques ne sont pas nouvelles. L'inventeur du PIB lui-même, Simon Kuznets, avait déjà montré qu'il s'agissait d'une convention qui ne tenait compte que d'une partie des activités et ne disait rien du bien-être. Plus tard, dans les années 1970, les écologistes et des intellectuels comme Ivan Illich ou Bertrand de Jouvenel souligneront à leur tour les insuffisances du PIB. Des critiques qui ressurgiront dans les années 1990².

Le débat sur le PIB prend cependant une actualité particulière aujourd'hui, du fait de la montée des inégalités et de la crise écologique. Celles-ci rendent urgente la mise en œuvre d'indicateurs alternatifs. Il en existe déjà un grand nombre. Plutôt que de les présenter en détail, mieux vaut s'arrêter sur les trois grands problèmes qu'ils doivent résoudre : qu'est-ce qui compte vraiment dans la mesure de la richesse, qui peut en décider et quelles doivent être les dimensions de cette mesure ?

Qu'est-ce qui compte ? Plutôt que de continuer à raisonner en flux, il semble bien préférable de raisonner en termes de patrimoines et de mettre l'accent sur ce qui permet à nos sociétés de s'inscrire dans la durée : notre patrimoine naturel bien sûr (si on le détruit, les conditions même de notre survie seront mises en cause), mais aussi notre cohésion sociale ou notre santé sociale (une société peut aussi disparaître du fait de l'explosion du collectif qui la constitue, de sa balkanisation).

Comment faire pour tenir compte du patrimoine naturel ? Faut-il réaliser un inventaire des éléments eux-mêmes et surveiller l'évolution de leurs quantités et de leurs qualités (forêts, minerais, air, eau...) ou préserver les services qu'ils nous rendent ? La tendance de nombreux économistes est de privilégier les services rendus. Mais si l'on défend une conception de la soutenabilité forte (l'amélioration du capital humain ne remplace pas la dégradation du patrimoine

² Voir *Au-delà du PIB. Pour une autre mesure de la richesse*, par Dominique Méda, coll. Champs actuel, Flammarion, 2008.

naturel) et un type de rapport non utilitariste à la nature, mieux vaut garantir l'intégrité des éléments du patrimoine lui-même.

Quant à la cohésion sociale, comment la représenter ? Des chercheurs du Nord-Pas-De-Calais ont mis au point un « indice de santé sociale ». Cet indicateur prend en considération l'accès égal à l'emploi, les conditions de travail, la manière dont les revenus sont distribués, le taux de chômage³. Il s'agit en quelque sorte d'une règle de justice à respecter par la production.

Mais qui est légitime pour décider de ce qui compte ? Personne en particulier puisqu'il s'agit de choix relatif à la pérennité du collectif. En revanche, des forums hybrides réunissant des citoyens et des experts (climatologues, biologistes, physiciens, économistes, sociologues, etc.) auraient une forte légitimité pour le faire et appréhenderaient mieux les enjeux de l'avenir. C'est dans cet esprit qu'a été créé en 2008 le collectif Fair, Forum pour d'autres indicateurs de richesse⁴. L'une de ses principales revendications était que les nouveaux indicateurs de richesse soient élaborés avec la participation des citoyens et non de façon purement experte.

Reste à résoudre un dernier problème : celui de la mesure elle-même. Quoi qu'on en pense, le PIB est très pratique parce qu'il repose sur une unité de mesure qui permet d'additionner toutes sortes de grandeurs et de les comparer entre elles. Tout est ramené à une même unité de compte : le prix auquel s'échangent les biens et les services sur un marché ou, par convention, le coût de production quand il s'agit de biens et de services non marchands, comme les services publics.

Les chemins de la transition

Quelles dimensions les nouveaux indicateurs de richesse doivent-ils retenir pour rendre compte des évolutions du patrimoine naturel et de la cohésion sociale ? Faut-il ramener ces deux critères à une même unité de mesure et pondérer l'importance de chacun d'eux ? Le problème est que, lorsqu'on cherche à convertir plusieurs dimensions dans une mesure commune, on suppose qu'elles sont substituables. Prenons l'exemple de l'indicateur dit de « l'épargne nette ajustée », proposé par la Banque Mondiale. Cet indicateur ne compte plus en flux, mais en capital : pour cela, il prend en compte l'épargne totale d'une nation, y ajoute les dépenses d'éducation (mesurant le capital humain), en retire les dégradations du capital naturel, etc. Bref, il tient compte de tous les capitaux, techniques, humains, sociaux... Et il permet d'examiner l'évolution de leur somme d'une année sur l'autre.

Cette méthode soulève cependant deux problèmes. D'abord, elle conduit à monétariser un certain nombre d'éléments, ce qui pose problème. Ensuite, sa philosophie sous-jacente suggère qu'une augmentation d'un type de capital (par exemple, le capital humain et technique) peut compenser la diminution d'un autre (par exemple, le capital naturel). On tombe ici dans le piège de la soutenabilité faible : on suppose que les dégradations du capital naturel sont compensées par les

³ « La santé sociale des territoires. Un indicateur de santé sociale pour les régions françaises », par Florence Jany-Catrice et Zotti Rabih, *Futuribles* n°350, 2009.

⁴ www.idies.org/index.php?category/FAIR

améliorations du capital humain. Bref, le progrès technologique nous permettrait de remplacer la nature par un monde entièrement artificiel qui nous rendrait les mêmes services...

Le choix de nouveaux indicateurs, au terme de délibérations publiques dont nous avons plus que jamais besoin, est désormais urgent. C'est le premier pas vers l'abandon de l'obsession de la croissance et sur « les chemins de la transition ».

Séance 3 : emploi et chômage

Questions :

1) Cherchez les définitions des termes suivants :

- a. Travail**
- b. Emploi**
- c. Population active**
- d. Chômage**
- e. Productivité**

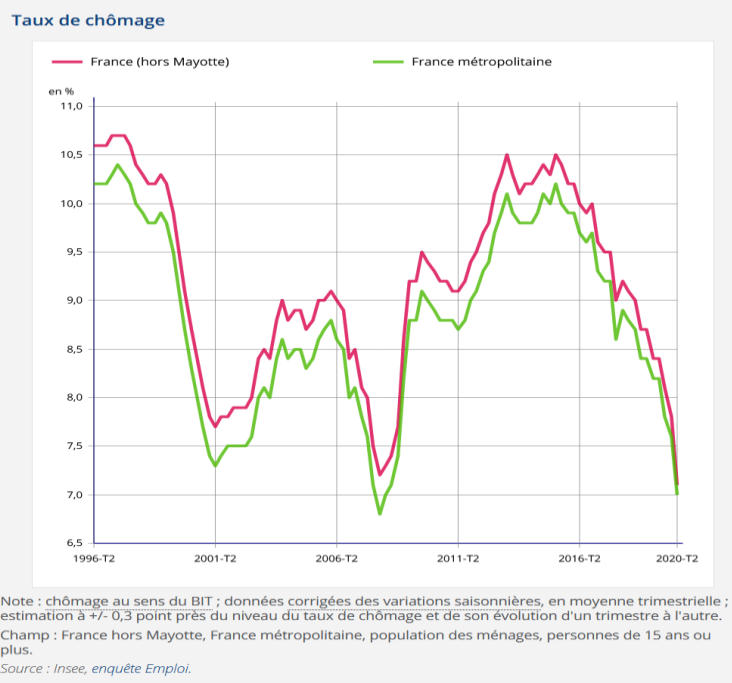
2) Commentez les documents de l'annexe 1.

3) A la lecture des articles de l'annexe 2 :

- D'après le premier article, quels sont les facteurs influençant le taux de chômage ? En existe-t-il d'autres ?**
- Face à la difficulté de la question précédente, lisez le troisième article et réfléchissez au lien productivité / emploi / chômage ... Que peut-on en déduire sur l'évolution à long terme de l'emploi ?**

ANNEXE 1

Taux de chômage au sens du BIT



Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi au deuxième trimestre 2020

En moyenne au deuxième trimestre 2020, en France métropolitaine, le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi et tenues de rechercher un emploi (catégories A, B, C) s'établit à 5 815 000. Parmi elles, 4 149 300 personnes sont sans emploi (catégorie A) et 1 665 700 exercent une activité réduite (catégories B, C).

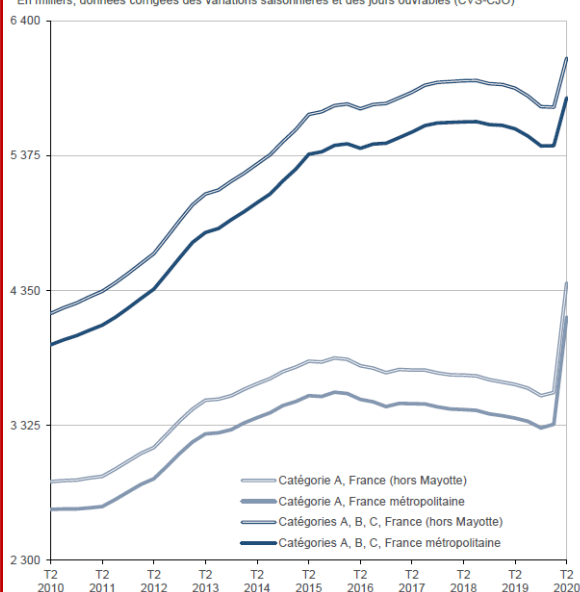
En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente de 24,5 % (+815 500) ce trimestre et de 22,7 % sur un an. Le nombre de personnes exerçant une activité réduite courte (catégorie B) diminue de 15,3 % par rapport au trimestre précédent et sur la même période celui des personnes en activité réduite longue (catégorie C) décroît de 24,7 %. Au total, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C augmente de 6,7 % sur ce trimestre (+364 700) et de 4,2 % sur un an.

Au deuxième trimestre, 618 300 personnes inscrites à Pôle emploi ne sont pas tenues de rechercher un emploi. Elles sont soit non immédiatement disponibles et sans emploi (catégorie D, par exemple : formation, contrat de sécurisation professionnelle, maladie), soit pourvues d'un emploi (catégorie E, par exemple : création d'entreprise, contrat aidé). Sur ce trimestre, le nombre d'inscrits en catégorie D diminue de 1,5 % et celui des inscrits en catégorie E de 6,4 %.

En France (y compris les départements-régions d'outre-mer, hors Mayotte), le nombre de demandeurs d'emploi s'élève à 4 407 300 pour la catégorie A. Il augmente de 23,2 % sur le trimestre (+21,2 % sur un an). Pour les catégories A, B, C ce nombre s'établit à 6 115 600. Il augmente de 6,5 % sur ce trimestre et de 3,9 % sur un an.

Demandeurs d'emploi en catégories A et A, B, C

En milliers, données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT.

Taux de chômage selon le sexe et l'âge

en %

Sexe et âge	2019-T1	2019-T2	2019-T3	2019-T4	2020-T1	2020-T2
Femmes	8,7	8,4	8,4	8,0	7,9	6,8
15-24 ans	18,0	17,5	17,8	19,0	19,2	20,5
25-49 ans	8,3	8,1	8,0	7,6	7,5	6,3
50 ans ou plus	6,8	6,2	6,2	5,6	5,5	4,0
Hommes	8,7	8,5	8,5	8,2	7,7	7,4
15-24 ans	21,3	20,6	20,4	20,6	19,3	21,4
25-49 ans	7,6	7,5	7,6	7,2	6,9	6,6
50 ans ou plus	6,5	6,4	6,4	6,0	5,4	4,7
Ensemble	8,7	8,4	8,4	8,1	7,8	7,1
15-24 ans	19,8	19,2	19,2	19,9	19,2	21,0
25-49 ans	8,0	7,8	7,8	7,4	7,2	6,4
50 ans ou plus	6,6	6,3	6,3	5,8	5,4	4,4
Taux de chômage de longue durée	3,5	3,3	3,3	3,2	3,0	2,2

Note : chômage au sens du BIT ; données corrigées des variations saisonnières, en moyenne trimestrielle ; estimation à +/- 0,3 point près du niveau du taux de chômage et de son évolution d'un trimestre à l'autre.

Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes de 15 ans ou plus.

Source : Insee, enquête Emploi.

1. Taux d'emploi selon les caractéristiques des personnes de 2014 à 2018

en %

	2014	2015	2016	2017	2018
Taux d'emploi des 15-64 ans	63,8	63,8	64,2	64,7	65,4
Sexe					
Femmes	60,4	60,6	60,9	61,2	61,9
Hommes	67,3	67,1	67,6	68,4	68,9
Âge					
De 15 à 24 ans	28,0	27,9	27,8	28,7	29,9
De 25 à 49 ans	79,7	79,3	79,7	80,1	80,5
De 50 à 64 ans	58,5	59,5	60,3	61,2	62,1
Diplôme					
Diplôme supérieur à bac+2	81,3	81,9	83,1	83,6	83,4
Bac+2	80,8	80,7	81,5	81,9	81,9
Bac ou brevet professionnel	62,4	63,5	63,0	63,2	64,2
CAP, BEP ou autre diplôme de ce niveau	68,6	68,2	69,0	69,2	69,1
Brevet des collèges	33,7	32,6	31,9	32,0	30,7
Aucun ou certificat d'études primaires (CEP)	45,6	44,1	43,1	44,6	45,3

Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes de 15 à 64 ans.

Source : Insee, enquêtes Emploi.

ANNEXE 2

Lutte contre le chômage : « la clé est d'investir massivement dans la formation »

Bruno Ducoudré, économiste à l'OFCE, constate qu'en France, le niveau de chômage par population est très corrélé au niveau de qualification.

www.leparisien.fr

Par Marc Lomazzi

Le 28 janvier 2019

Après la publication des chiffres du chômage, Bruno Ducoudré, économiste à l'OFCE, analyse les raisons de la baisse, même si elle reste limitée ;

Pourquoi la France ne parvient-elle pas à faire reculer le chômage des jeunes et des seniors ?

Bruno Ducoudré. En fait, si on regarde les tendances, le chômage a soit baissé, soit s'est stabilisé pour toutes les catégories, y compris les plus de 50 ans pour lesquels la hausse était continue depuis 2008. Le chômage baisse d'autant plus lentement pour les seniors que les réformes successives des retraites font qu'ils restent plus longtemps en activité. Or, quand ils sont au chômage, ils ont plus de mal à retrouver un emploi parce que les entreprises sont frileuses à les recruter. Pour les jeunes, si vous regardez la part des 16-25 ans au chômage, elle n'est pas plus élevée en France qu'ailleurs. Mais les jeunes qui sortent du système éducatif sans diplôme ni qualification ont beaucoup de difficultés à entrer sur le marché du travail. En France, le niveau de chômage par population est très corrélé au niveau de qualification.

La baisse du chômage est-elle la preuve que les mesures de soutien à l'emploi ont un effet ?

Depuis 2015, la baisse s'explique avant tout par la conjoncture économique. Les jeunes ont bien bénéficié de la reprise des créations d'emplois. Mais, depuis la fin 2017, l'arrêt des emplois d'avenir et des contrats aidés mis en place sous François Hollande risque de peser dans le sens inverse d'autant que le nouveau dispositif, le parcours emploi compétences, mettra un peu de temps à monter en puissance. Mais si ce dispositif met en œuvre de vrais contrats encadrés avec des formations qualifiantes et pas des stages parking, cela va dans le bon sens.

Les emplois aidés, ça ne fonctionne pas ?

Je serais plus nuancé. Dans le secteur non marchand, les emplois aidés dans les écoles ou les associations ont un effet assez important sur la baisse du chômage. Par contre, ils ne sont pas efficaces pour garantir aux personnes qui passent par ces dispositifs un retour durable vers l'emploi, sauf s'il s'agit de contrats longs accompagnés de formations. Dans le secteur marchand, ça ne marche pas car il y a trop d'effets d'aubaine et donc des effets nets sur l'emploi assez faibles.

Quel est le levier principal pour faire baisser le chômage ?

Ce qui crée de l'emploi, c'est l'activité économique et les carnets de commandes des entreprises. En 2017, on a eu 2 % de croissance et un nombre record d'emplois créés. Ensuite, il est certain que former les chômeurs et les orienter vers les secteurs en tension dans lesquels les entreprises ont du mal à recruter peut être bénéfique. De même, les baisses de cotisations au niveau du smic auront un effet, à condition de ne pas les financer par des hausses d'impôts. Cela dit, je ne suis pas sûr que la France ait intérêt à multiplier les emplois peu qualifiés à bas salaire. Il vaut mieux investir massivement dans la formation pour répondre aux besoins de main d'œuvre dans les métiers hautement qualifiés qui assureront la croissance à long terme. C'est la clé de la lutte contre le chômage.

Atteindre 7 % de taux de chômage en 2022, est-ce possible ?

Ce sera compliqué. Les marges de manœuvre de l'Etat dans le soutien à l'activité économique sont limitées et la reprise de la croissance risque d'être contrecarrée par les aléas de la conjoncture mondiale. Dans ces conditions, je doute que la France connaisse encore trois ans de croissance et que le gouvernement atteigne son objectif.

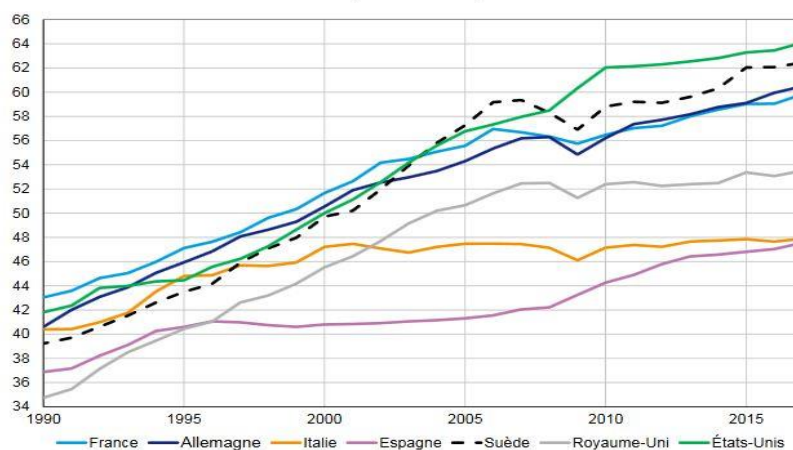
Mystères et grandes questions sur la productivité

France Culture

20/04/2019

Le Conseil national de la productivité vient de rendre son premier rapport. La France est toujours l'un des pays où la productivité est la plus forte au monde, mais l'augmentation de la productivité ralentit. Pourquoi ? On ne sait pas exactement, mais on cherche et vous pouvez participer.

Graphique 2 – Productivité horaire du travail au sein des principaux pays de la zone euro, 1990-2017, en \$ PPA 2010



Source : OCDE ; PIB à prix constants (\$ PPA 2010) / heures travaillées

La France a l'une des plus fortes productivités de l'OCDE, mais comme dans les autres pays à économie avancée, l'augmentation de la productivité ralentit, ce qui pèse sur la croissance.

Un peu de danse pour parler de productivité au travail. Selon des avis non scientifiques, mais dispensés par des experts auto-déclarés en productivité sur internet, la Danse est la musique la plus propice pour augmenter sa productivité personnelle. D'autres pensent que c'est la musique originale des jeux vidéos.

Quoi qu'il en soit, on devrait toutes et tous s'y mettre, sérieusement, car à écouter les économistes, la productivité n'est plus ce qu'elle était, et ce n'est pas bon pour nos économies. Le FMI y a consacré d'ailleurs une large place dans son rapport sur l'économie mondiale en 2018.

« La productivité, c'est ce qui fait qu'à long terme on va avoir de la croissance, qu'on va pouvoir financer les retraites, avoir une croissance du pouvoir d'achat, nous permettre de faire un certain nombre de dépenses publiques, financer la transition climatique. Donc si on n'a pas de croissance de la productivité on va avoir de sérieux problèmes pour financer tout ça. » Philippe Martin, président du Conseil d'Analyse Economique (placé auprès du Premier Ministre)

Philippe Martin préside aussi le Conseil national de la productivité. Ce conseil rassemble 12 économistes français. Il a été créé l'an dernier et doit rendre chaque année un rapport sur la productivité et la compétitivité française. C'est une obligation pour tous les pays de la zone euro, l'idée étant de mieux coordonner les politiques économiques des 19.

Ce premier rapport comporte autant de questions que de réponses. Car l'évolution de la productivité est un mystère et un sujet de discussions intense entre économistes.

Les explications mondiales

Pourquoi l'augmentation de la productivité marque-t-elle le pas ? C'est la grande question.

Augmentation, il y a toujours. On produit toujours plus avec moins, mais ce plus diminue. Il a été en gros divisé par deux entre 1985 et aujourd'hui. Avant d'évoquer les différentes hypothèses qui sont sur la table, un rappel sémantique.

La productivité, c'est la valeur de la production qu'un travailleur peut faire en une heure. (Philippe Martin)

En 1990, un travailleur ou une travailleuse française produisait 43 euros de valeur chaque heure. Aujourd'hui 59 euros. Ces données sont corrigées de l'inflation.

Sur le plan de la productivité horaire du travail, la France fait aussi bien que l'Allemagne. Dans les pays de l'OCDE, il n'y a qu'aux Etats-Unis et en Suède que l'on fait mieux.

Cocorico !! Pas à 100 %, car l'une des explications possibles de cette grande productivité française, c'est le fort taux de chômage. Les personnes au chômage étant susceptibles d'être moins

productives, car moins qualifiées, leur exclusion du marché du travail pourrait expliquer une partie de la forte productivité française, lit-on dans le rapport qui vient d'être rendu.

La productivité crée-t-elle le chômage ? A court terme oui, car s'il faut moins d'heure pour fabriquer la même chose, il faut aussi moins de bras ... En même temps, il y a des pays, comme l'Allemagne, qui ont une forte productivité, et peu de chômage. Le rapport n'aborde pas cet aspect en profondeur, et son rapporteur fait remarquer que des pays à forte productivité comme l'Allemagne n'ont pas autant de chômage que nous.

Revenons à notre mystérieux ralentissement du taux d'augmentation de la productivité. On le voit sur les courbes ci-dessus, en France, comme partout dans les économies avancées, la courbe de la productivité s'aplatit.

- Première explication, nous sommes dans une économie de services, et gagner en productivité est plus difficile que dans l'industrie.
- Les gains apportés par les technologies de l'information dans les années 2000 deviennent moins déterminants.
- Avec les taux d'intérêt très bas, des entreprises peu productives arrivent à se financer, alors qu'en temps normal le manque de financement les aurait fait disparaître. Certains les appellent les entreprises zombies.
- Il y a de plus en plus de concentration, notamment aux Etats-Unis, pensez à Google, Apple, Amazon ... or moins de concurrence c'est moins de productivité.
- Cinquième explication, tout cela n'explique pas le problème, ce qui pêche, c'est nos mesures de la productivité qui ne sont plus adaptées à l'économie digitale dans laquelle nous sommes. Il y aurait donc un problème de thermomètre.

Hypothèse personnelle, vous ne faites pas assez d'exercices de productivité, car il y en a, on en trouve (comme la musique) sur internet.

Les problèmes français

Pour la France, le rapport évoque des problèmes spécifiques. Il s'inquiète du retard pris dans les compétences et la formation, relève que les entreprises sont aussi en retard dans l'adoption des technologies de l'information, et que la faiblesse du management en France peut expliquer une partie du ralentissement de la productivité.

Tout comme le marché du travail, plus protecteur chez nous, mais là c'est ambigu. Car d'un côté, il peut limiter les entreprises dans leur adaptation au renouvellement technologique, mais de l'autre, « l'uberisation » des emplois, la précarité et le stress n'aident pas les salariés, alors que la pérennité de l'emploi les encourage, en théorie, à s'investir dans leur entreprise.

Sur tous ces sujets, il y a matière à creuser ce que promet de faire le tout nouveau conseil national de la productivité dans son rapport l'an prochain.

Vous pouvez d'ailleurs commenter son premier rapport en ligne et poser vos questions. Voici quelques suggestions :

Si la productivité est bonne pour l'économie, est-elle si bonne pour les humains ? On peut imaginer que dans quelques années l'intelligence artificielle saura remplacer habilement des emplois de service, il y aura alors peut-être un bond de la productivité. On n'en est pas encore là ... mais est-ce souhaitable ?

Gagner en productivité, est-ce gagner en bonheur au travail, ou au contraire est-ce perdre du plaisir à travailler ?

Quel lien entre productivité et croissance des inégalités ... car il y en a.

Vous voyez, la productivité, cela peut susciter aussi de grandes questions et de grands débats... à défaut de susciter de la grande musique !

Marie Viennot

Séance 3 : La monnaie

Cours magistral

Pour aller plus loin :

- Cherchez le taux d'inflation en 2019 en France :
- En janvier 2020, à quel taux d'intérêt nominal pouvions-nous faire un crédit immobilier sur 20 ans ?
- Dans ces conditions, quel est le taux d'intérêt réel du crédit immobilier en question ?

L'autodestruction du capitalisme par la chute des taux

Olivier Passet, Xerfi

La Tribune, 5 novembre 2019

Jusqu'où peut aller la baisse des taux ? Nous sommes dans une situation inédite aujourd'hui. Jamais les taux d'intérêt n'ont été aussi faibles dans le monde développé. La faiblesse des niveaux atteints par les taux longs sans risque, en Europe comme aux États-Unis, n'ont pas de précédent depuis deux siècles. Mais surtout, cette configuration se produit alors même que s'amorce un ralentissement de l'économie mondiale. Autrement dit, les anticipations de croissance et d'inflation tirent les taux de marché vers le bas. Dès à présent les taux européens sont entrés en zone négative. Et les États-Unis s'en approchent.

C'est une situation extraordinaire dont il faut prendre toute la mesure. Des taux négatifs, c'est comme si tout un coup on inversait la polarité d'un circuit électrique. Et que la mécanique tournait en sens inversé. Cette mécanique, c'est tout le processus d'avance de fonds et d'accumulation qui sous-tend l'expansion du capitalisme. Les taux d'intérêt, c'est dans la représentation classique de l'économie, la récompense de l'acte d'épargne, de notre renonciation à la myopie de la satisfaction immédiate. Le niveau des taux naît de la tension entre ce désir de consommer tout de suite et celui de se projeter dans le futur à travers l'acte d'investissement. Et les taux seront d'autant plus élevés que l'appétence pour le futur est forte, et que les dépenses d'avenir contiennent de fortes promesses de retour sur investissement. Inverser la polarité de ce processus, c'est comme si les marchés se projetaient d'emblée dans un monde de baisse des prix et de décroissance. Où mille euros aujourd'hui valent moins que mille euros demain... autrement dit, un monde en attrition, en rétractation.

Le marché du capital d'occasion devient le creuset de la création de valeur

Dans ce monde sans désir de futur, c'est le passé que joue la finance, c'est la plus-value sur le capital ancien. Le marché du capital d'occasion devient le creuset de la création de valeur... on surenchérit

sur la transmission des entreprises. On consolide l'existant, on renforce les économies d'échelle, les synergies, on bâtit des pouvoirs de réseau, de marché. Ce monde nous y sommes déjà. Il entre en étrange résonance avec ce que nous annoncent les prophètes du climat. Tout un pan de nos économies carbonées est condamné à disparaître. L'urgence climatique va disqualifier une masse considérable de capital accumulé. Les grands acteurs du transport, de l'énergie, de la construction entrent dans une phase d'attentisme, où investir *as usual* expose au risque de déclassement prématuré... mais où parier sur une technologie décarbonée, expose au risque de non adoption et de non solvabilité. Faute de coordination, faute de réglementations contraignantes, faute d'impulsion d'un grand état hégémonique pour donner le « la » technologique et bâtir rapidement des économies d'échelle, les investisseurs se regardent en chien de faïence, et ne se lancent pas. Le capitalisme financiarisé a poussé au plus haut la rentabilité du capital et les ressources d'autofinancement, les banques centrales ont poussé au plus haut la liquidité et face à l'abondance des fonds mobilisables, la demande de fonds pour bâtir un capitalisme durable reste paralysée. Les taux d'intérêt négatifs sonnent alors comme l'oraison funèbre d'un capitalisme financiarisé, où l'argent est surabondant, mais ne sait plus où s'investir pour porter la croissance de demain.

Les banques centrales, abreuvant le système financier en liquidités

Je n'ignore bien sûr pas le fait que la baisse des taux de marché a été renforcée par les options radicales de politiques monétaires des années récentes. Les banques centrales sont à la manœuvre, en apparence dans le mouvement de décrue des taux. Elles ont abreuvé le système financier en liquidités. Et elles ont ramené leurs taux directeurs à zéro dans nombre pays pour endiguer la grande dépression de 2007-2008. Et ce qu'elles ont fait, pourquoi ne pourrait-elle pas le défaire ? Eh bien, précisément, ce que nous disent les taux longs de marché, c'est que les investisseurs n'y croient pas, à horizon de 10 ou 30 ans. Et ce faisant, les banques centrales se retrouvent coincées. Remonter les taux, ce serait étrangler tout le système bancaire. Et maintenir les taux de refinancement à zéro, si les taux longs continuent à s'affaïsser, risque aussi de rapidement s'avérer insuffisant. Si rien n'est fait, et que la dépression s'approfondit, elles n'auront d'autre choix que d'accompagner la baisse et de briser elles aussi le tabou des taux négatifs. Avec le risque d'enclencher un nouveau tour de baisse des taux longs.

La seule issue, tout le monde la connaît, mais personne ne sait la mettre politiquement en œuvre. Que les États se coordonnent et bâtissent les normes et les infrastructures pour arracher le capitalisme à sa crise du futur.

https://www.youtube.com/watch?time_continue=1&v=traFOGchTkY&feature=emb_logo